



Pour une autonomie alimentaire saine et durable

Au Québec, près d'**un.e adulte sur quatre** est en situation d'insécurité alimentaire¹.



La pandémie et la précarité socio-économique qu'elle a exacerbée ont mis en évidence la nécessité d'accroître l'autonomie alimentaire du Québec. Malgré l'attention accrue portée à la saine alimentation, à l'agriculture durable et à l'autonomie alimentaire ces dernières années, le système alimentaire québécois continue d'incarner des contradictions qui menacent la santé et le bien-être de la population, de même que l'environnement.

Hausse de l'insécurité alimentaire, augmentation des maladies chroniques liées à une alimentation de faible qualité, grande précarité du système alimentaire : ce sont toutes des problématiques sur lesquelles le gouvernement du Québec doit s'engager.

- **Près d'un.e adulte québécois.e sur quatre** est en situation d'insécurité alimentaire¹.
- **Près de la moitié des calories consommées provient d'aliments ultra-transformés et la consommation de fruits et légumes demeure insuffisante au Québec².**

La surconsommation d'aliments ultra-transformés a des effets délétères sur la santé et l'environnement, ce qui entraîne des coûts de plusieurs milliards de dollars à l'État chaque année. Elle a également des conséquences sociales majeures, notamment en accentuant la perte des compétences et des savoirs culinaires, un obstacle à l'adoption de saines habitudes alimentaires.

Des solutions pour garantir une autonomie alimentaire saine et durable au Québec

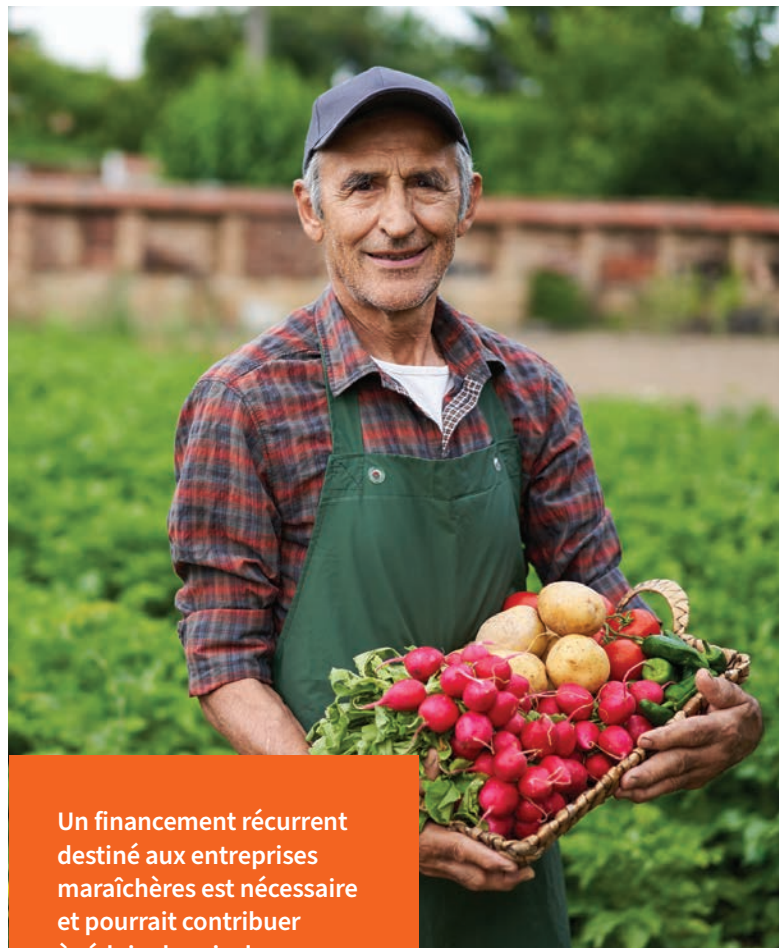
Près de trois Québécois.es sur quatre sont d'avis que le gouvernement ne doit pas financer les entreprises alimentaires dont les aliments nuisent à la santé³.

Le gouvernement du Québec doit cesser de gaspiller ses ressources en accaparant ses terres pour produire des aliments destinés à la surtransformation et vidés de leurs nutriments.

En un an (entre avril 2021 et avril 2022), le **prix des aliments a augmenté de 9,7 %**, ce qui risque d'accroître l'insécurité alimentaire déjà bien présente au Québec.



Soutenir la production et le développement d'aliments sains, locaux et transformés de manière efficiente doit être une priorité!



Un financement récurrent destiné aux entreprises maraîchères est nécessaire et pourrait contribuer à réduire le prix des fruits et légumes du Québec et stimuler leur consommation.

Bien se nourrir coûte de plus en plus cher et devient un défi pour un grand nombre de ménages québécois. Nos producteurs et productrices d'ici sont également confrontés à de nombreux défis qui forcent la fermeture de plusieurs fermes : « les lourdeurs administratives [...], les difficultés à obtenir des subventions, mais surtout la petitesse - voire l'absence - des revenus ont eu raison de leur passion pour le métier de fermier »⁴.

Plusieurs études indiquent qu'une réduction du prix des fruits et légumes pourrait permettre d'augmenter leur consommation et, par ricochet, d'améliorer la qualité de l'alimentation, en plus de réduire le risque de développer des maladies cardiovasculaires^{5,6}.

94 % des Québécois.es veulent que le gouvernement assure aux institutions (écoles, hôpitaux, etc.) les moyens nécessaires afin d'augmenter l'offre d'aliments locaux et sains².



L'offre d'aliments locaux dans les institutions publiques comme les écoles et les hôpitaux ne doit pas compétitionner avec une alimentation saine. **Soutenir l'implantation de politiques alimentaires saines et durables est l'opportunité d'encadrer l'offre alimentaire et les activités autour de l'alimentation de manière à promouvoir la santé humaine et planétaire.**

Trois Québécois.es sur quatre sont d'avis que consommer des aliments du Québec est bénéfique pour leur santé, alors que plusieurs aliments mis en valeur comme québécois sont ultra-transformés.

L'estampille « préparés ou produits au Québec » ne devrait pas être utilisée pour mettre en vedette des aliments de piètre qualité nutritionnelle ou pour promouvoir une consommation accrue de produits d'exception. Or, trop souvent, ces sceaux d'authenticité subventionnés mettent en valeur des aliments ultra-transformés et donc de faible valeur nutritive.

Il est nécessaire de valoriser davantage les aliments sains et écoresponsables qui arborent les mentions « Québec », notamment dans les campagnes promotionnelles, pour que la population puisse distinguer les produits sains de ceux à consommer occasionnellement.

LE COLLECTIF VITAL PROPOSE PLUSIEURS PISTES DE SOLUTIONS GAGNANTES POUR LA SANTÉ, L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC :

Prioriser la production locale d'aliments sains et le développement d'aliments de bonne valeur nutritive et transformés de manière efficiente;

Réduire le prix des fruits et légumes du Québec, notamment en assurant un financement récurrent des entreprises maraîchères;

Valoriser davantage les aliments sains et locaux qui arborent les mentions « Québec » pour faire contrepoids aux aliments ultra-transformés;

Encadrer l'implantation de politiques alimentaires saines et durables dans les institutions publiques, comme les établissements scolaires et de santé, de manière à offrir des aliments nutritifs, écoresponsables et, idéalement, locaux.

De plus en plus de voix s'unissent au Québec pour revendiquer un secteur bioalimentaire sain et durable, c'est-à-dire en pleine cohérence avec la santé humaine et planétaire, en plus d'être capable d'assurer une sécurité alimentaire.

Agissons maintenant !

RÉFÉRENCES

1. INSPQ. (2022). Pandémie et insécurité alimentaire – 31 mai 2022
2. Moubarac J.C. (2017). Ultra-processed foods in Canada : consumption, impact on diet quality and policy implications. Montréal, Québec : TRANSNUT, Université de Montréal.
3. Sondage Léger mené auprès de 1045 Québécois.es du 16 au 18 octobre 2022 pour le compte de l'ASPQ.
4. Radio-Canada (2022). Quand les fermes... ferment.
5. Afshin A et al. (2017). The prospective impact of food pricing on improving dietary consumption: A systematic review and meta-analysis. PLOS ONE, 12 (3): e0172277.
6. Cobiac L. J. et al. (2017). Taxes and Subsidies for Improving Diet and Population Health in Australia: A Cost-Effectiveness Modelling. Study PLOS Med, 14 (2): e1002232.



Pour plus d'informations :
collectifvital.ca | info@collectifvital.ca
514 598-8058